



Djamel Belmadi, sélectionneur national

«On n'a jamais gagné de CAN avec des discours...»

Page 23

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4796 - Dimanche 2 juin 2019 - Prix : 10 DA

Cimetière d'El Alia

Une foule nombreuse accompagne le D' Fekhar à sa dernière demeure

Page 24

Plus de 60 000 commerçants réquisitionnés pour l'Aïd

La permanence sera-t-elle enfin respectée ?

Page 2

Haftar à l'Elysée

Par Mohamed Habili

Si rien n'a filtré des discussions que Fayaz el-Serraj a eues avec le gouvernement algérien lors de son dernier passage à Alger, en revanche on sait ce que le président français a dit à Khalifa Haftar au cours de leur rencontre d'il y a trois jours à l'Elysée, et quelle a été la réponse de ce dernier. Emmanuel Macron a demandé à son hôte de prendre l'initiative d'une offre de dialogue avec le gouvernement dirigé par el-Serraj, du moment que c'est lui qui avait commencé les hostilités. Ce à quoi Haftar a répondu que l'heure n'était pas encore arrivée pour cela ; que lorsqu'elle viendrait il ne verrait pas d'inconvénient à ce que ce soit lui qui fasse le premier pas. Or ce n'est pas là tout ce qui a transpiré des échanges entre les deux hommes à cette occasion. Probablement sur une question de Macron, Haftar a dit quelque chose d'el-Serraj, qui en soi va dans le sens de la détente, à savoir qu'il ne le considère pas comme un ennemi mais comme un rival politique. Ses ennemis sont les milices qui ont la haute main sur Tripoli. C'est sur elles qu'il a lancé ses troupes non sur le gouvernement dirigé par el-Serraj. Le contraste est frappant entre ces paroles et la qualification faite par el-Serraj de Haftar à la fois comme agresseur et comme criminel de guerre.

Suite en page 3

Le déficit s'est creusé durant les 4 premiers mois

L'export hors hydrocarbures toujours en berne



Les exportations algériennes demeurent toujours aussi faibles. C'est du moins le constat des Douanes algériennes qui relèvent qu'elles ont enregistré une baisse de près de 1,5% durant les quatre premiers mois de l'année en cours, par rapport à la même période de l'année écoulée.

Lire page 2

Accusés de corruption

Présidents d'APC et responsables défilent devant la justice

Page 3

Cinéma

Cinq films algériens au Festival maghrébin d'Oujda

Page 13

Le déficit s'est creusé durant les 4 premiers mois

Les exportations hors hydrocarbures toujours en berne

■ Les exportations algériennes demeurent toujours aussi faibles. C'est du moins le constat des Douanes algériennes qui relèvent qu'elles ont enregistré une baisse de près de 1,5% durant les quatre premiers mois de l'année en cours, par rapport à la même période de l'année écoulée.

Par Louiza Ait Ramdane

Le déficit commercial de l'Algérie a atteint 1,84 milliard de dollars durant les quatre premiers mois 2019, contre un déficit de 1,83 à la même période en 2018, selon la direction générale des Douanes (DGD).

Les exportations algériennes ont atteint 13,33 milliards de dollars durant les quatre premiers mois de l'année en cours, contre 13,53 milliards de dollars à la même période de 2018, soit une légère baisse de près de 1,5%, selon les statistiques provisoires de la Direction des études et de la prospective des douanes (DEPD).

Les exportations hors hydrocarbures restent toujours marginales et ne représentent que 6,46% du volume global des exportations. Elles sont en baisse de 11,60% durant la même période de comparaison. Elles sont chiffrées à 861,87 millions durant les quatre premiers mois de l'année en cours, contre 975,01 millions dollars à la même période en 2018.

Les exportations hors hydrocarbures étaient composées des demi-produits avec 617,37 millions de dollars, contre 747,02 millions de dollars en 2018, en baisse de 17,35%, des biens alimentaires avec 161,70 millions de dollars, contre 138,92 millions de dollars en hausse de 16,40%, des biens d'équipements industriels avec 31,8 millions de dollars, contre 33,82 millions de dollars, soit une baisse de plus de 6%. Elles étaient composées aussi des produits bruts avec 38,83 millions de dollars, contre 42,47 millions de dollars, soit une baisse de 8,57% et des biens de consommation non alimentaires, avec 12,01 millions de dollars, contre 12,70 millions de dollars, en baisse également de 5,48% par rapport à la même période de comparaison.

Globalement, les exportations ont assuré la couverture des importations à hauteur de 88% durant les quatre premiers mois 2019, soit le même taux de couverture qui a été enregistré à la même période de l'année précédente. Les hydrocarbures ont représenté l'essentiel des ventes



algériennes à l'étranger au cours des quatre premiers mois de 2019 (93,54% du volume global des exportations) en s'établissant à 12,47 milliards de dollars, contre 12,55 milliards de dinars à la même période 2018, enregistrant une légère baisse de 0,71%.

Baisse de la facture d'importation des produits alimentaires

Pour les importations, elles ont atteint 15,17 milliards de dollars, contre 15,37 milliards de dollars, en légère baisse également de 1,30%. Trois groupes de

produits sur les sept que contient la structure des importations ont reculé durant les quatre premiers mois de l'année 2019 et par rapport à la même période de l'année dernière.

En effet, la facture d'importation du groupe énergie et lubrifiants (carburants) a chuté de 60,88%, en s'établissant à 212,95 millions de dollars, contre 544,30 millions de dollars.

Les biens alimentaires, dont les importations se sont chiffrées à 2,817 mds usd, contre 3,178 mds usd, ont baissé de 11,35%, selon les Douanes. La même tendance a été enregistrée par les biens d'équipements agri-

coles qui ont totalisé 174,84 millions usd, contre 190,37 millions usd, soit un recul de 8,15%.

En revanche, les autres groupes de produits de la structure des importations ont connu des hausses durant la période de comparaison. Ainsi, les demi-produits ont totalisé 3,88 mds usd, contre 3,69 mds usd, en hausse de 5,28%, les biens d'équipements industriels ont atteint 5,23 mds usd, contre 5,06 mds usd, en hausse de 3,35%, les produits brut ont atteint 687,43 millions usd, contre 659 millions usd, en hausse de 4,31% et, enfin, les biens de consommation non alimentaires avec 2,165 mds usd contre 2,049 mds, en hausse de 5,65%.

Plus de 60 000 commerçants réquisitionnés pour l'Aïd

La permanence sera-t-elle enfin respectée ?

À quelques jours de la célébration de l'Aïd El Fitr, les préparatifs vont bon train, autant chez les citoyens que chez les autorités. Un long week-end en perspective, coïncidant avec le vendredi et le samedi, journées de repos hebdomadaire. Il plongera ainsi le pays dans une léthargie forcée.

À chaque nouvelle fête religieuse, la même question se pose : les citoyens trouveront-ils des magasins pour s'approvisionner en produits de première nécessité, notamment le pain ? En effet, la hantise de la ville fantôme qui caractérise traditionnellement les lendemains de la fête s'empare des esprits des Algériens à la veille de la fin du mois sacré.

Le doute plane d'ores et déjà quant à la disponibilité, en quantités suffisantes, des produits alimentaires durant ces jours fériés. Des efforts ont certes été consentis pour changer la donne et faire disparaître cette hantise des commerces fermés et éviter le rush sur les produits de première nécessité. Malheureusement, rares sont les commerces qui respectent les consignes du ministère, au grand dam des consommateurs. Ainsi, le département du Commerce mobilise pour cette année plus 60 000 commerçants pour assurer la permanence de l'Aïd. En application des dispositions de l'article 8 de la loi 13-06 modifiant et complétant



la loi 04-08 relative aux conditions d'exercice des activités commerciales, les services du ministère du Commerce ont élaboré un programme de permanence des commerçants durant l'Aïd El Fitr, précise la même source. La permanence concernera 4 992 boulangers, 33 475 commerçants activant dans l'alimentation générale, fruits et légumes, 11 526 dans des activités diverses et 445 unités de production (141 laiteries, 270 minoteriers et 34 unités de production d'eaux minérales). Le nombre de commerçants réquisitionnés a ainsi été renforcé cette année et revu à la hausse de l'ordre de 19 %, par rapport à l'année 2018. A cet effet, 2 233 agents de contrôle ont été affectés à travers l'ensemble du ter-

ritoire national pour le suivi de la mise en œuvre de ce programme des permanences. Rappelant l'adhésion habituelle des commerçants en vue d'assurer l'approvisionnement de la population durant les fêtes nationales et religieuses, le ministère du Commerce appelle les commerçants réquisitionnés à contribuer massivement à la réussite de cette opération. Il a également informé les commerçants de l'obligation de procéder après l'Aïd El Fitr à la reprise des activités commerciales conformément aux nouvelles dispositions de la loi 04-08, régissant les congés durant les fêtes légales et religieuses et les invite, à ce titre, à la réouverture de leur commerce, souligne le communiqué. Pour rappel, l'application de la permanence des commerçants pendant les fêtes légales nationales et religieuses a commencé en 2012 suite à l'amendement de la loi 04-08 fixant les conditions d'exercice des activités commerciales, par l'introduction d'une disposition obligeant les commerçants à assurer une permanence durant ces fêtes. Cette loi prévoit des sanctions à l'encontre des récalcitrants, dont la fermeture des locaux commerciaux pour une durée d'un mois assortie d'une amende allant de 30 000 à 200 000 DA contre les contrevenants.

Meriem Benchaoua

L'Italie 1^{er} client de l'Algérie et la Chine son 1^{er} fournisseur

Concernant les partenaires commerciaux de l'Algérie, durant les quatre premiers mois 2019, les cinq premiers clients du pays ont représenté près de 58% des exportations algériennes.

À ce titre, l'Italie maintient sa place de principal client avec 2,395 mds usd, soit près de 18% des exportations algériennes globales, suivie de la France avec 1,717 md usd, soit 12,89%, l'Espagne avec 1,677 millions usd, soit 12,58%, les Etats-Unis avec 1,017 md usd, soit 7,63% et la Turquie avec 918,86 millions, soit 6,9%.

En ce qui concerne les principaux fournisseurs de l'Algérie, les cinq premiers ont représenté 51,53% durant les quatre mois 2019.

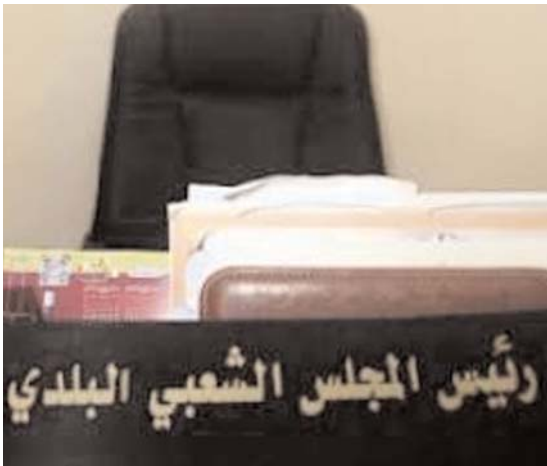
Les cinq principaux fournisseurs de l'Algérie sont : la Chine, qui maintient toujours sa première place avec 2,963 mds usd, soit 19,53% des importations globales algériennes, suivie de la France avec 1,493 md usd (9,84%), l'Espagne avec 1,130 md usd (7,45%), l'Allemagne avec 1,118 millions usd (7,37%) et l'Italie avec 1,113 md usd (7,34%).

L. A. R.

Accusés de corruption

Présidents d'APC et responsables défilent devant la justice

■ La justice algérienne ne chôme pas. Depuis un moment, plusieurs responsables, présidents d'Assemblées populaires communales et cadres dans divers secteurs ont été accusés de corruption et font l'objet d'enquêtes.



Par Thinhinene Khouchi

En cette période, on ne parle que d'une chose : les affaires de corruption qui immergent les tribunaux dans plusieurs régions du pays. En effet, les services de sécurité et la justice algérienne enquêtent sur plusieurs affaires de corruption impliquant d'anciens ministres et hauts responsables, des P/APC, d'anciens wallis. Cette série d'enquêtes peut prendre des années, en raison de la nécessité de mener une expertise technique et d'entendre un grand nombre de témoins et d'accusés, retardant ainsi les procès. Le parquet général de la cour de Sétif a ouvert des enquêtes pour corruption visant plusieurs présidents d'Assemblées populaires communales, responsables et cadres dans divers secteurs. Le parquet général de la cour de Sétif a transféré les dossier d'enquêtes préliminaires pour cor-

ruption visant 7 présidents d'Assemblées populaires communales, qui bénéficient de la règle du privilège de juridiction, tandis que 7 autres affaires concernant des responsables et des cadres dans divers secteurs ont été déferées par les services de police devant les parquets de la République relevant du cercle de compétence pour ensuite faire l'objet de procédure d'instruction à l'issue de laquelle des placements sous mandat de dépôt et d'autres sous contrôles judiciaires ont été prononcés, selon la même source. Ces enquêtes ciblent l'ancien P/APC d'Ain Azel, l'actuel P/APC de Ammoucha, l'ancien P/APC de Guellal, l'ancien P/APC d'El Resfa, l'actuel P/APC de Beni Fouda, l'ancien P/APC d'Ouled Teban et l'actuel P/APC de Hamam Sokhna. La même source a affirmé que les enquêtes ont concerné également des cadres et fonctionnaires de la conservation foncière des villes de Sétif et



Ph.D. R.

El Eulma et des responsables dans le secteur de la santé dans les communes d'Ain Oulmane et Sétif, ainsi que les œuvres universitaires et la direction des ressources en eau. La même instance judiciaire a également relevé que d'autres enquêtes préliminaires sont en cours pour des faits de corruption, indiquant que conformément aux dispositions du code de procédure pénale dans la section relative à la confidentialité et à la conservation des preuves, l'évolution juridique de ces enquêtes, chapeautées par des procureurs de la République, chacun en fonction de sa compétence territoriale, sera connue dès la fermeture de ces examens. En outre, à Souk Ahras, après avoir été accusé de «corruption administrative et financière et de mauvaise gestion», le staff dirigeant de l'université Mohamed-Chérif-Messaâdia a présenté sa démission collective. Dans un communiqué rédigé par des responsables de cette insti-

tution de l'enseignement supérieur, ils affirment que «suite aux accusations dangereuses et mensongères colportées par un groupe d'enseignants et certains fonctionnaires sur les réseaux sociaux et des médias et les sit-in d'à peine 8% des enseignants de l'université et après avoir été accusés de bande, de corruption administrative et financière et de mauvaise gestion et le recours à des expressions injurieuses sous couvert d'organisations syndicales illégales, l'administration de l'université a procédé aux mesures légales devant les instances concernées et à l'information des autorités locales et centrales». Il rapporte également que «face à cette crise et devant ces conditions qui empêchent le staff dirigeant de l'université d'assumer ses missions normalement, les membres du conseil de la direction de l'université, réunis les 28 mai 2019, annoncent leur démission collective par le présent communiqué». T. K.

Avec 3,5 Mds de dollars d'échanges commerciaux en 2018

La Zone de libre-échange intensifie le commerce de l'Algérie avec l'Afrique

La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), entrée en vigueur jeudi dernier, représente pour l'Algérie, un «important» potentiel à l'effet de développer et intensifier son commerce avec l'Afrique, a indiqué hier Khaled Bouchelaghem, directeur général du commerce extérieur.

Dans un entretien accordé à l'APS, Khaled Bouchelaghem explique que l'intégration du continent en une zone d'échanges commerciaux unique offre «de grandes possibilités aux entreprises et aux consommateurs dans toute l'Afrique, y compris en Algérie, et permet d'assurer un développement durable dans le continent». Par une élimination progressive des droits de douane sur le commerce intra-africain, dira-t-il, la zone permettra aux entreprises africaines, y compris algé-

riennes, de négocier plus facilement sur le continent, de répondre aux demandes croissantes du marché et de profiter des avantages offerts par ce dernier.

Cependant, pour tirer pleinement profit des avantages de la ZLECAf, il est impératif pour chaque Etat membre d'élaborer une stratégie nationale, a-t-il souligné. Pour ce faire, l'Algérie a mis en place, avec l'appui du Centre de commerce international de Genève et en étroite concertation avec les associations des opérateurs économiques, une stratégie nationale quinquennale d'exportation pour la période 2019-2023. Cette stratégie, indiquera-t-il, vise à diversifier l'économie et les exportations algériennes pour en renforcer la résilience et la durabilité et améliorer le climat des affaires. Et d'ajouter que pour contribuer au

manque d'infrastructures dans les pays africains entravant l'investissement, la production et la concurrence, l'Algérie s'était engagée dans la réalisation de projets régionaux structurants et indispensables pour la facilitation des échanges notamment entre le Maghreb et l'Afrique subsaharienne. Citant ainsi l'exemple des grands projets tels que la transsaharienne Alger-Lagos, le gazoduc reliant le Nigeria à l'Algérie, l'autoroute Est-Ouest s'étendant de la frontière tunisienne à la frontière marocaine et l'interconnexion du réseau électrique algérien avec ceux du Maroc et de la Tunisie.

Les échanges commerciaux algéro-africains en croissance

L'Algérie continue à jouer un rôle important en Afrique à travers

sa participation aux différentes réunions de l'Union africaine et son soutien aux actions de coopération visant l'accélération de l'intégration régionale, menées conjointement avec cette institution.

En vue de préparer convenablement l'intégration de l'Algérie à cet espace, plusieurs actions ont été prises, a-t-il fait savoir, ajoutant qu'au niveau institutionnel il y a eu une coordination des travaux relatifs aux négociations au sein de l'Unité de gestion, et ce, à travers l'évaluation du dispositif institutionnel et réglementaire national. M. Bouchelaghem a fait également savoir qu'une réflexion sur l'impact de la ZLECAf sur l'économie nationale a été réalisée au sein de l'Unité de gestion et de suivi.

Il a, enfin, précisé que pour l'année 2018, le volume des échanges commerciaux de

LA QUESTION DU JOUR

Haftar à l'Elysée

Suite de la page une

De sorte qu'on peut se demander si el-Serraj voudra bien dialoguer lorsque Haftar jugera le moment venu pour cela. Il rejettera sans doute l'offre si elle est faite après que les forces de Haftar ont réalisé une avancée notable vers le centre de Tripoli. Car pour lui dans ces conditions négocier veut dire accepter la défaite. Plus tard, le président français pourra tout reprocher à Haftar mais pas de lui avoir caché ses véritables intentions. Sa réponse en effet dit clairement qu'il n'arrêtera son offensive qu'après avoir remporté la bataille, ou qu'après avoir suffisamment détruit les défenses de Tripoli pour être sûr de pouvoir y faire son entrée quand il le voudra. Pour autant, on ne sait peut-être pas tout de ce que se sont dit les deux hommes. Peut-être qu'ils n'ont pas parlé que de ce qui se passe autour de Tripoli. Il n'est d'ailleurs même pas évident que ce soit là la principale préoccupation de la France. Ce qu'elle craint peut-être le plus, ce n'est pas tant ce qui peut advenir de Tripoli que le vide laissé derrière elles dans le sud par les forces de Haftar en se lançant dans sa conquête. Les groupes terroristes, et d'abord Daech, précédemment repoussés au loin par l'Armée nationale libyenne, sûrement ne manqueront pas de refluer sur les territoires d'où ils ont été chassés, et qui justement sont d'un grand intérêt pour la France. Il ne serait pas étonnant que ce soit principalement pour entendre Haftar sur cette question précise que Macron l'a invité à l'Elysée, l'offensive sur Tripoli servant alors de prétexte. Il comprend d'autant mieux cette offensive qu'il n'y est peut-être pas entièrement étranger, quoi qu'il en dise. Remarquons d'ailleurs que la France ne l'a toujours pas condamnée. On peut tout au plus dire qu'elle ne l'approuve pas chaudement. En revanche, il comprendrait moins que pour s'emparer de Tripoli, il faille dégarnir les immensités du sud de toutes les forces susceptibles de les défendre contre le retour des groupes terroristes, qui pullulent dans les environs et pour qui toute opportunité d'y rétablir leurs quartiers est à saisir sans plus attendre. M. H.

L'Algérie avec les pays africains était de 3,5 milliards de dollars, soit 1,3 milliard de dollars en termes d'importations (3% du total des importations algériennes) et 2,2 milliards de dollars en termes d'exportations (5% du total des exportations algériennes), a rappelé M. Bouchelaghem.

Actuellement, les échanges avec les pays africains demeurent encore «très faibles» et restent dominés par ceux avec les pays d'Afrique du Nord (Tunisie, Maroc, Egypte), à hauteur de plus de 80% des échanges commerciaux de l'Algérie avec l'ensemble du continent.

Lynda Naili

Lancement de la campagne nationale de prévention

Lutte contre les feux de forêt, c'est parti !

■ La campagne nationale de prévention et de lutte contre les feux de forêt pour l'année 2019 a été lancée hier à l'initiative de la Direction générale des forêts (DGF) et des institutions associées, qui ont déployé un «important dispositif» pour sa réussite, a-t-on appris auprès de cette direction.

Par Slim N.

Pour le bon déroulement de la campagne, qui s'étale jusqu'au 31 octobre, la DGF a procédé, en matière d'intervention, à la mobilisation de 410 postes de vigie, chargés de la surveillance et de l'alerte, à travers les massifs forestiers, ainsi que 475 brigades mobiles, regroupant 2 350 agents, chargées de la première intervention.

Concernant l'approvisionnement en eau, la DGF relève la mobilisation de 2 700 points d'eau au sein des forêts ou à proximité, ainsi que 28 camions ravitailleurs de grandes capacités.

Pas moins de 7 500 ouvriers, issus des 730 chantiers des

Transport aérien 4 milliards de dinars pour l'extension de l'aérodrome d'Ain Eddis

UNE ENVELOPPE financière évaluée à quatre milliards de dinars a été mobilisée pour la modernisation et l'extension des infrastructures de l'aérodrome d'Ain Eddis relevant de la commune de Ouled Sidi Brahim, au sud de la wilaya de M'sila, a-t-on appris hier auprès des services de la wilaya.

Cette somme, puisée du programme sectoriel de développement 2018-2019, servira à financer des actions de construction d'une nouvelle piste principale d'atterrissage, de deux taxiway, l'extension du parking de l'aérodrome ainsi que la déviation d'un axe de la route nationale (RN) 45, riveraine à cet aérodrome, a-t-on fait savoir. La même source a précisé que ces actions, actuellement «en chantiers», confiées à 4 entreprises ont atteint respectivement 18 et 35% de taux d'avancement des travaux relevant que l'ensemble de ces chantiers sera achevé «avant la fin du premier semestre 2020».

Le projet vise, selon les mêmes services, à adapter l'aérodrome pour accueillir certains avions destinés aux transports des voyageurs et de la marchandise, a-t-on encore expliqué, indiquant que cet aérodrome contribuera, après réception, à diversifier les moyens de transports des personnes et des marchandises et promouvoir le tourisme dans la capitale du Hodna et ses régions, Boussaada, Ouled Sidi Brahim, Khobana et Khermam notamment. M. L.

entreprises engagées dans la réalisation des travaux forestiers, sont réquisitionnés pour lutter contre d'éventuels feux de forêt.

Il a été mis à la disposition de ces équipes d'intervention quelque 2 000 équipements radioélectriques de type «VHF» permettant de donner rapidement l'alerte en cas de feux naissants, mais aussi de renforcer la coordination dans l'intervention et la mobilisation des moyens de lutte.

Ces moyens matériels et humains ont été renforcés par l'acquisition de 40 camions citernes feux de forêt légers, permettant aux secteurs des forêts de renforcer son niveau opérationnel à travers le déploiement de cinq nouvelles colonnes mobiles d'intervention qui viennent s'ajouter aux cinq existantes, a précisé la même source. Les nouvelles colonnes mobiles d'intervention permettent de couvrir 10 régions du nord du pays de façon à appuyer les wilayas à haut potentiel forestier, a expliqué la DGF qui évoque aussi l'acquisition de 4 600 uniformes ignifuges complets.

Le bilan de 2018, l'un des plus faibles depuis l'indépendance

S'agissant de la campagne de prévention et de lutte contre les



feux de forêt de 2018, la DGF a rappelé que le bilan de cette campagne a fait état de 797 foyers d'incendie, parcourant une superficie de 2 312 hectares (ha).

Il s'agit, en effet, de 1 035 ha de forêts, 687 ha de broussaille et 590 ha de maquis ravagés par les feux, précise la DGF, soulignant que «ce bilan est l'un des plus faibles depuis l'indépendance».

Ces résultats ont été enregistrés grâce aux moyens consentis par l'Etat pour la préservation du patrimoine forestier, selon la DGF.

«C'est le fruit aussi des efforts déployés par l'ensemble des intervenants à travers les 40 wilayas du nord du pays, tant sur le plan de la sensibilisation et de l'éducation environnementale,

qu'en matière de travaux préventifs entrepris par les différents départements ministériels, l'administration des forêts, les collectivités locales, les autres organismes concernés, ainsi que la société civile», a précisé la même source.

Pour la campagne 2019, la DGF a signalé l'«apport conséquent» du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire en matière de coordination, à travers le déploiement de renforts importants en moyens humains et matériels, dépêchés par les unités de la Protection civile et les collectivités locales pour le renforcement du dispositif mis en place.

La DGF a également salué les efforts consentis par les autres départements ministériels et les

institutions concernées par ce fléau, à l'instar de l'Agence spatiale algérienne (ASA), l'Office national de la météorologie (ONM), la Gendarmerie nationale, ainsi que la contribution indéfinissable des populations riveraines et des citoyens dans la prévention et la première intervention contre les feux naissants.

Pour améliorer le système de gestion des feux de forêt, l'Algérie a bénéficié de plusieurs projets de coopération technique avec l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Union européenne.

Le patrimoine forestier national est estimé à plus de quatre millions d'ha, tandis qu'un projet est en cours pour y intégrer un million ha de broussailles.

S. N./APS

Football/Société

Les supporters à l'heure du «hirak»

Sans doute inspirés par le mouvement populaire qui bat son plein dans le pays depuis le 22 février dernier, les supporters de plusieurs clubs de football montent au créneau depuis la fin du championnat de l'élite en particulier pour réclamer à leur tour des changements.

A peine quelques jours passés de la clôture du championnat, des fans de plusieurs clubs sortent dans la rue dans un «hirak» footballistique qui ne dit pas son nom, revendiquant le départ des dirigeants de leurs formations respectives.

En effet, rien que pour ce week-end, les supporters de l'ES Sétif, l'USM Bel-Abbès, le CS Constantine et le MO Béjaïa, ont fait entendre leurs voix. Leurs homologues d'autres clubs devraient les suivre dans les prochains jours. L'on pense en particulier à ceux du MC Oran, qui ont prévu de marcher dimanche pour réclamer le départ de tous les actionnaires du club.

Autre revendication commune des supporters «révoltés» de la plupart des clubs : des entreprises publiques pour gérer leurs équipes favorites.

Une autre preuve de l'échec de l'expérience professionnelle dans le sport-roi du pays, un mode de gestion pour lequel la Fédération algérienne de la discipline avait opté «forcée» lors de l'été 2010. Elle voulait répondre favorablement aux instructions des

instances footballistiques internationales et éviter par là même aux clubs algériens d'éventuelles interdictions de participation dans les compétitions africaines et mondiales, synonyme d'isolement.

Seulement cet empressément à prôner ce mode de gestion a plutôt compliqué la situation des clubs algériens concernés dont les sociétés sportives par actions (SSPA), créées depuis sont pratiquement toutes en faillite.

Les plus chanceux parmi les 32 clubs professionnels des deux premiers paliers ont bénéficié de l'accompagnement d'entreprises publiques, à l'image du MC Alger, CS Constantine, JS Saoura et dernièrement le CR Belouizdad.

Une manière de faire qui a suscité la polémique, étant donné que chez les autres clubs l'on n'hésite pas à crier à l'injustice. Et du coup, l'on insiste pour avoir leur part du «gâteau».

Cette revendication est aussi motivée par «les limites de gestion montrées par les responsables des clubs», reproche-t-on à ces derniers dans les milieux de ces formations.

Démissions en cascades, mais...

Cela a valu à ces dirigeants d'être quotidiennement soumis à une forte pression de

la part des fans réclamant leur départ. Certains d'entre eux ont déjà craqué, comme l'atteste cette cascade de démissions annoncées et qui a touché des présidents de formations des deux paliers.

C'est le cas des patrons de l'USM Bel-Abbès, du MO Béjaïa, du MC Oran, du WA Tlemcen, de l'USM Annaba, et de l'USM Alger, alors que le directeur général du CR Belouizdad, qui est lui soutenu par les fans pour avoir réussi sa mission d'éviter au club la relégation, pose ses conditions pour rester dans son poste en vue de la saison à venir.

Néanmoins, dans les milieux footballistiques l'on doute fort quant à la sincérité des dirigeants démissionnaires de quitter leurs navires.

C'est qu'ils ont habitude l'opinion sportive à leur volte-face, comme c'est le cas par exemple pour le boss du MCO, Ahmed Belhadj, qui annonce son départ après chaque fin de saison, avant de reprendre son poste dès le début du mercato estival comme rien ne s'était passé.

Mais pour cet été, les observateurs attendent à ce que le «hirak» footballistique ait raison de certains présidents et dirigeants indésirables au sein de leurs clubs respectifs. L'heure du changement a sonné, insistent les supporters révoltés.

Racim S.

Energie

Toshiba cède à Total son activité de gaz naturel aux Etats-Unis

■ Le conglomérat industriel japonais Toshiba a annoncé hier un accord de cession de son activité de gaz naturel liquéfié aux Etats-Unis au géant français Total, après une première tentative infructueuse.

Par Salem K.

Initialement, Toshiba avait prévu de vendre Toshiba America LNG (TAL) au chinois ENN Group, mais ce dernier a décidé en avril d'annuler l'opération, au motif que l'acquisition ne pouvait se faire dans la période préalablement définie (mars-avril 2019).

Le groupe japonais est donc reparti à la recherche d'un repreneur pour cette activité à la santé incertaine. Toshiba a finalement conclu un accord de

transfert de l'ensemble des actions de TAL à Total Gas & Power Asia Private Limited, filiale de Total à Singapour, selon un communiqué publié à Tokyo.

La transaction devrait être bouclée d'ici à mars 2020. Elle va se dérouler en deux étapes : Toshiba va d'abord céder à Total les titres pour un montant de 15 millions de dollars, avant de verser au groupe français la somme de 815 millions de dollars (91,2 milliards de yens).

Selon les termes d'un accord signé en 2013 avec le projet de



Ph.D.R.

terminal Freeport LNG au Texas, Toshiba détient les droits pour vendre environ 2,2 millions de tonnes de GNL par an pour deux décennies à compter de 2020,

mais il s'exposait à de lourdes pertes s'il ne trouvait pas de clients, une raison qui avait motivé la décision de la céder.

Pour couvrir ce paiement et

d'autres dépenses liées à l'opération, le conglomérat japonais précise qu'il enregistrera dans ses comptes consolidés de l'exercice 2019/20 une perte d'environ 93 milliards de yens.

Toshiba n'est toujours pas remis d'un scandale financier suivi des déboires de son activité nucléaire à l'étranger.

Du fait de ces déconvenues, il a dû procéder à un tri considérable dans ses activités, vendant notamment ses bijoux de famille qu'était la filiale de puces-mémoires Toshiba Memory, celle qui rapportait le plus.

Ali Y.

S. K./APS

Irak

Les expatriés d'ExxonMobil reprennent leurs postes aujourd'hui

Les employés expatriés de la compagnie américaine Exxon Mobil reprendront leurs postes aujourd'hui sur un site pétrolier de la province de Bassora frontalière de l'Iran, a indiqué hier le ministère irakien du Pétrole, après une évacuation sur fond de tensions irano-américaines. «ExxonMobil a accepté que ses 83 employés évacués reprennent leurs postes à compter de dimanche», a affirmé son porte-parole Assem Jihad. Les autorités irakiennes, qui avaient dénoncé comme une décision «politique» l'évacuation du personnel d'ExxonMobil opérant sur le site pétrolier de West Qorna, ont pris «les mesures de sécurité nécessaires à leur retour», a-t-il ajouté.

Durant les deux semaines d'absence des personnels expatriés d'ExxonMobil, «la production n'a pas été impactée car la main-d'œuvre est essentiellement nationale», a assuré M. Jihad. ExxonMobil avait retiré ses expatriés d'Irak dans la fou-

lée de Washington qui avait rappelé le 15 mai ses diplomates non essentiels de son ambassade à Bagdad et du consulat d'Erbil (nord) jugeant que des «groupes armés irakiens» constituaient une menace «imminente» contre son personnel.

Washington s'est retiré unilatéralement il y a un an de l'accord international sur le nucléaire iranien et rétabli des sanctions économiques contre l'Iran. Le classement des Gardiens de la Révolution, armée d'élite iranienne, sur la liste américaine

des organisations «terroristes» a envenimé la situation. Et le renforcement début mai de la présence militaire américaine au Moyen-Orient a fait craindre une confrontation armée, notamment sur le sol irakien.

Commerce

Washington met fin aux avantages commerciaux de l'Inde

Les Etats-Unis vont mettre fin aux avantages commerciaux sur les importations en provenance d'Inde à partir de mercredi, a annoncé le président américain Donald Trump.

L'Inde bénéficiait de longue date du régime de préférences généralisées (GSP, Generalized System of Preferences) qui permet un libre accès au marché américain. Dans un communiqué publié vendredi soir, M. Trump s'est plaint d'un accès insuffisant au marché indien pour les exportations américaines. «J'ai conclu que l'Inde n'a pas assuré aux Etats-Unis (...) un accès équitable et raisonnable à ses marchés», déclare M. Trump. «En conséquence, il est approprié de mettre fin à la désignation de l'Inde comme

pays en développement bénéficiaire à partir du 5 juin 2019». M. Trump avait annoncé en mars qu'il mettrait fin à ce régime préférentiel pour l'Inde et la Turquie, sans préciser de date.

Ce système a permis à l'Inde d'exporter pour 5,7 milliards de dollars de biens sans droits de douane en 2017, selon des chiffres du Congrès américain. Les Etats-Unis, qui souhaitent pourtant resserrer les liens diplomatiques avec leur allié indien, se plaignent d'un accès insuffisant au marché gigantesque de ce pays de 1,3 milliard d'habitants. Le déficit commercial des Etats-Unis avec l'Inde s'est établi à 26,7 milliards de dollars sur l'année budgétaire 2017-2018. Le gouvernement indien n'a pas réagi dans l'immé-

diat à l'initiative américaine. Selon des informations de presse, New Delhi envisage d'augmenter les droits de douane sur plus de 20 produits d'importations américains dont des biens agricoles et chimiques. L'annonce de M. Trump vient s'ajouter aux mauvaises nouvelles économiques qui marquent le début du deuxième mandat de cinq ans du Premier ministre nationaliste hindou, Narendra Modi. Selon des chiffres officiels publiés vendredi, la croissance indienne a fortement ralenti en janvier-mars, dernier trimestre de l'exercice budgétaire 2018-2019, à 5,8% sur un an, et le taux de chômage était de 6,1% en 2017-2018, au plus haut depuis 45 ans selon la presse indienne.

O. B.

OCDE

Adoption d'une feuille de route pour résoudre les défis fiscaux

La communauté internationale a approuvé une feuille de route pour résoudre les défis fiscaux soulevés par la numérisation de l'économie et s'est engagée à poursuivre ses efforts pour parvenir à une solution de long terme fondée sur un consensus d'ici à la fin de 2020, a annoncé vendredi l'OCDE.

Les 129 membres du Cadre inclusif sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert des bénéfices (BEPS) de l'OCDE et du G20 ont adopté un Programme de travail en vue d'aboutir à la conclusion d'un nouvel accord mondial pour taxer les entreprises multina-

tionales, a indiqué l'Organisation dans un communiqué.

Le document, qui appelle à l'intensification des discussions internationales autour de deux principaux piliers, a été approuvé lors de la réunion plénière du Cadre inclusif, tenue les 28 et 29 mai, qui a réuni 289 délégués de 99 pays et juridictions membres et de 10 organisations ayant le statut d'observateur, a précisé l'OCDE.

Le premier pilier explorera des solutions possibles pour déterminer où l'impôt devrait être payé et sur quelle base, ainsi que sur la partie des

bénéfices qui pourrait ou devrait être imposée dans les juridictions au sein de laquelle se situent les clients ou les utilisateurs. Quant au deuxième pilier, il examinera la conception d'un système visant à s'assurer que les entreprises multinationales – dans l'économie numérique et au-delà – paient un niveau minimum d'impôt. Ce pilier fournira aux pays un nouvel outil pour protéger leur assiette fiscale du transfert des bénéfices vers des juridictions à imposition faible ou nulle.

«L'adoption de ce nouveau programme de travail a permis

d'accomplir des progrès importants, mais il reste encore beaucoup de travail à faire pour tenter, d'ici la fin de 2020, de trouver une solution unifiée de long terme aux défis fiscaux soulevés par la numérisation de l'économie», a déclaré le Secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría. «L'accord général trouvé aujourd'hui sur la feuille de route technique doit être suivi d'un soutien politique fort en faveur d'une solution qui maintienne, renforce et améliore le système fiscal international. La santé de toutes nos économies en dépend», a-t-il affirmé. Le document sera présenté

par le Secrétaire général de l'OCDE, aux ministres des Finances du G20 pour approbation lors de leur réunion ministérielle des 8 et 9 juin à Fukuoka, au Japon.

En 2015, l'OCDE estimait que les pertes de recettes générées par les pratiques de BEPS pourraient s'élever jusqu'à 240 milliards USD, soit jusqu'à 10% des recettes fiscales globales, et a créé le Cadre inclusif pour coordonner les mesures internationales pour lutter contre les pratiques de BEPS et améliorer les règles fiscales internationales.

R. D.

Etats-Unis

Les nouveaux cas de rougeole au plus haut niveau en 25 ans

■ Si le niveau actuel de contamination perdure, la rougeole perdrait son statut de maladie éliminée des Etats-Unis, une perspective qui inquiète les responsables de la santé publique.

Par Halim N.

« Une telle perte serait un coup dur pour la nation et réduirait en miettes le travail accompli à tous les niveaux par la santé publique ». Le nombre de nouveaux cas de rougeole aux Etats-Unis a atteint 971 depuis le début de l'année dépassant le record établi en 1994 avec 963 cas, selon le Centre américain de contrôle et de prévention des maladies (CDC).

Les chiffres au niveau fédéral montrent que la plupart des nouveaux cas signalés cette année se concentrent dans la ville de New York et dans le comté voisin de Rockland où le virus s'est propagé principalement parmi les enfants non vaccinés des

communautés juives orthodoxes.

D'après les responsables de la santé publique de la ville, 550 cas de rougeole ont été confirmés à New York depuis septembre 2018. Les personnes qui ne sont pas vaccinées dans quatre zones de Brooklyn peuvent encourir des amendes allant jusqu'à 1 000 dollars.

Si le niveau actuel de contaminations perdure, la rougeole

perdrait son statut de maladie éliminée des Etats-Unis, une perspective qui inquiète les responsables de la santé publique.

« Une telle perte serait un coup dur pour la nation et réduirait en miettes le travail accompli à tous les niveaux par la santé publique », ont averti des responsables fédéraux dans un communiqué.

La vaccination à grande échelle sous la supervision du



CDC avait permis de pratiquement éliminer la rougeole aux Etats-Unis en l'an 2000. Mais la maladie a été réintroduite dans le

pays à cause de personnes voyageant à l'étranger, rapportent des média.

H. N./APS

Niger

Le cancer est responsable de 12,5% des décès

Le cancer est responsable de 12,5% des décès au Niger, a indiqué le ministre nigérien de la Santé, Idi Illiassou Mainassara.

La moyenne annuelle est de 537 cas avec une prédominance chez les femmes avec 57,43% contre 42,56% chez les

hommes, a précisé M. Mainassara qui s'exprimait vendredi devant l'Assemblée nationale à Niamey.

Selon les statistiques de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), à partir de 2005, le Niger doit s'attendre à 8 000 nouveaux cas de cancer chaque année, a poursuivi Mainassara.

Face à cette situation, le gouvernement a engagé depuis 2006 la construction à Niamey d'un centre national de lutte contre le cancer, dont certains bâtiments sont actuellement au stade de la finition, a fait savoir le ministre de la Santé.

Il a ajouté qu'à terme, le centre aura la vocation régionale de prise en charge de toutes les formes de cancer.

O. N.

Chine

Le tabagisme baisse à 26,6%

Le tabagisme chez les Chinois âgés de 15 ans ou plus a baissé à 26,6% en 2018, contre 27,7% en 2015, d'après un sondage publié vendredi par les autorités chinoises de contrôle des maladies.

Le tabagisme chez les hommes était de 50,5%, contre 2,1% pour les femmes, selon ce sondage mené par le Centre de contrôle et de prévention des maladies de Chine.

Par rapport à des données précédentes,

le taux de non-fumeurs exposés au tabagisme passif a baissé à 68,1% en 2018. Les cybercafés, les bars, les boîtes de nuit et les restaurants sont les lieux où l'exposition au tabagisme passif est la plus élevée, indique le rapport.

La part des fumeurs ayant arrêté de fumer était de 20,1% en 2018, soit presque la même qu'en 2015, selon le rapport.

Les jeunes fumeurs de cigarettes électro-

niques sont plus nombreux, et le taux d'utilisation de cigarettes électroniques parmi les fumeurs âgés de 15 à 24 ans était de 1,5%. Environ 45,4% des cigarettes électroniques étaient achetées en ligne.

La Chine a établi comme objectif de réduire le tabagisme chez les Chinois âgés de 15 ans et plus à 20% d'ici à 2030, selon le plan «Chine saine 2030» publié en 2016.

May T.

Médicaments

L'OMS se prononce pour la transparence sur les prix

Malgré les réticences de certains Etats membres, l'Organisation réunie en session annuelle s'est prononcée pour une meilleure information sur les prix déterminants pour l'accès à de nombreux traitements.

La bataille est longtemps restée indécise, mais, après plusieurs jours de tractations, la soixante-douzième assemblée annuelle de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), ouverte le 20 mai, s'est achevée, mardi 28 mai à Genève, par l'adoption d'une résolution sur le sujet le plus épineux de son ordre du jour : l'amélioration de la transparence des marchés de médicaments, de vaccins et d'autres produits sanitaires.

Même si elles regrettent que le texte ait été en partie édulcoré, les ONG voient dans ce vote une victoire qui marque un tournant. Bien qu'il n'ait pas de valeur juridique contraignante, le document invite les Etats-membres de l'OMS à renforcer le partage public des informations sur les prix réels payés par les gouvernements et les autres acheteurs de produits de santé,

et à améliorer la transparence sur les déterminants de ces prix afin de faciliter l'accès aux traitements. « Il appartient maintenant aux Etats de s'en saisir et de la mettre en œuvre. Quant aux ONG, elles devront se montrer vigilantes pour s'assurer que cet engagement soit respecté », commente Marie Missioux, de l'association de lutte contre le sida Aides.

La question de l'accès aux médicaments et produits de

santé, notamment les plus innovants, apparaissait il y a vingt ans comme un problème de pays pauvre. Le coût des traitements contre le VIH les rendait inabornables pour les régions les plus touchées. L'épreuve de force qui s'engageait alors entre les pays du Sud, appuyés par la société civile au Nord, et l'industrie pharmaceutique, soutenue par les gouvernements les plus riches, a abouti à des mécanismes qui ont permis de mettre

sous traitement des millions de personnes vivant avec le VIH. Outre la mise sur pied d'une source multilatérale de financement avec le Fonds mondial contre le sida, la tuberculose et le paludisme, le recours aux médicaments génériques et la pratique de prix différenciés selon les ressources du pays ont fait la différence.

Les industriels justifient la hausse continue du prix des médicaments par le coût crois-

sant de la recherche et du développement nécessaire à la mise au point de nouvelles molécules. De plusieurs centaines de millions de dollars, les estimations avancées par les entreprises pharmaceutiques ont franchi le cap du milliard et avoisinent les 2 milliards de dollars, en raison de l'augmentation du coût des essais cliniques, de leur durée accrue et d'un taux d'échec plus élevé.

Paul B.

Aviation/Santé

Présence de listeria dans des sandwiches au thon sur des vols Air France

La compagnie Air France a informé vendredi ses clients de la présence de listeria dans des sandwiches au thon proposés sur neuf vols long-courrier, entre le 21 et 24 mai, précisant qu'aucun cas de listériose n'avait été signalé à ce jour.

« Dans le cadre de procédures de contrôle assurant la qualité des produits alimentaires distribués à bord de ses vols, Servair, prestataire de restauration à bord, a informé Air France de la présence de listeria dans un

sandwich au thon proposé en libre-service (buffets à bord) », explique la compagnie aérienne.

Les sandwiches ont été proposés en classe économie et premium dans neuf vols long-courrier au départ de Paris et à destination de Dubaï, de la Réunion, d'Accra, de N'djamena, de Bamako et d'Abuja. Air France assure que tous les produits d'Air Food, le fournisseur concerné, ont été retirés de ses prestations. « A ce jour, aucun cas n'a été

signalé à Air France ou Servair », ajoute la compagnie. La listériose est une maladie potentiellement grave, surtout chez les enfants, les personnes âgées et les femmes enceintes, dont le délai d'incubation peut aller jusqu'à huit semaines. Elle peut se traduire notamment par de la fièvre, éventuellement accompagnée de maux de tête.

L'infection se transmet essentiellement par ingestion d'aliments contaminés.

R. S.

Europe

Les arrivées de migrants par la Méditerranée dépassent cette année les 21 000

■ Les arrivées en Espagne et en Grèce représentent 85% du total des entrées, le reste des migrants et réfugiés ont pris cette année la direction de l'Italie, de Malte et de Chypre.

Par Faten D.

Les arrivées de migrants en Europe par la Méditerranée ont dépassé le seuil des 21 000 durant les cinq premiers mois de 2019, en baisse d'un tiers comparés aux 32 070 arrivés au cours de la même période de l'an dernier, selon les données de l'Agence des Nations Unies pour les migrations (OIM).

A la date du 29 mai, 21 301 migrants et réfugiés sont entrés en Europe par voie maritime, précise l'agence onusienne.

Les arrivées en Espagne et en Grèce représentent 85% du total des entrées, le reste des migrants et réfugiés ont pris cette année la direction de l'Italie, de Malte et de Chypre.

La Grèce a surpassé l'Espagne au titre de première destination des migrants et des réfugiés rejoignant l'Europe via la Méditerranée. L'OIM recense 10 200 migrants arrivés en Grèce, dont 2 483 signalés entre le 1er et le 29 mai.

Le Bureau de l'agence onusienne en Grèce a indiqué mercredi que les garde-côtes helléniques ont fait état de sept incidents entre le 28 et le 29 mai nécessitant des opérations de recherche et sauvetage au large des îles de Lesbos, Leros, Samos, Symi Kos et le port d'Alexandroupolis.

Les garde-côtes ont réussi à sauver 191 migrants qui ont été transférés par la suite dans les ports respectifs grecs.

L'Espagne reste la deuxième porte d'entrée des réfugiés par la Méditerranée, avec 7 876 arrivées dont 1 160 hommes,



Ph. > D. R.

femmes et enfants pour le seul mois de mai.

Sur la même période l'an dernier, Madrid a comptabilisé 8 150 migrants et réfugiés ayant réussi à franchir la route de la Méditerranée occidentale, dont plus de 2 100 ont atteint l'Espagne via sa frontière terrestre avec le Maroc.

L'agence onusienne souligne que les arrivées ont considérablement baissé en Italie où seuls 1 561 migrants ont réussi à

franchir les côtes siciliennes.

La route de la Méditerranée centrale (Italie et Malte) reste tout de même la plus meurtrière avec 321 décès, soit plus de la moitié du total de migrants et réfugiés ayant péri en tentant d'atteindre l'Europe.

Les décès enregistrés sur les trois principales routes de la Méditerranée pendant près de cinq mois en 2019 s'élèvent à 519 personnes, soit un quart de moins que les 662 décès confir-

més au cours de la même période en 2018.

L'OIM relève que dans l'ouest de la Méditerranée, l'organisation non gouvernementale «Alarme Phone» a signalé qu'un jeune camerounais avait disparu le 21 mai dernier. Selon les témoignages des huit survivants qui l'accompagnaient, il serait tombé en mer avant que leur navire ne soit intercepté par la marine marocaine. Son corps n'a pas été retrouvé.

En Méditerranée centrale, des migrants interceptés et renvoyés en Libye le 23 mai ont également été indiqués aux équipes de l'OIM que cinq hommes s'étaient noyés au cours de leur voyage.

«Aucun autre détail concernant l'identité, le pays d'origine ou d'autres informations personnelles des disparus n'est disponible», a précisé l'OIM dans une note à la presse.

F. D./APS

Frontières/Immigration

Le président mexicain appelle les Etats-Unis au dialogue

Le président mexicain Andrés Manuel López Obrador a proposé un dialogue approfondi avec les Etats-Unis pour résoudre le problème d'immigration à la frontière mexico-américaine. Dans une lettre adressée jeudi à son homologue américain Donald Trump, Lopez Obrador estime que les problèmes sociaux «ne sont pas résolus par des droits de douane ni par des mesures coercitives». Cette lettre a été envoyée après le tweet de M. Trump selon qui il allait augmen-

ter de 5% les droits de douane sur toutes les importations mexicaines aux Etats-Unis à partir du 10 juin afin de faire pression sur le Mexique pour qu'il mette fin à l'afflux de migrants sans papiers traversant la frontière.

Dans un communiqué publié jeudi soir, la Maison-Blanche a déclaré que si la situation sur la frontière n'améliorait pas, ces droits de douane passeraient à 10% au 1er juillet.

M. Trump a indiqué également qu'il comptait faire «une annonce majeure sur la frontiè-

re» entre les Etats-Unis et le Mexique, en précisant qu'il n'en ordonnerait pas la fermeture.

«Il s'agira d'une annonce de première ligue. Nous allons faire quelque chose de vraiment spectaculaire sur la frontière», a déclaré M. Trump devant les journalistes.

«Nous allons faire une annonce majeure sur la frontière au plus tard aujourd'hui», a-t-il annoncé, après avoir dit depuis les jardins de la Maison-Blanche que cette déclaration se ferait «probablement demain, mais

peut-être aujourd'hui». «Je ne vais pas fermer la frontière, je vais faire autre chose. Il s'agira d'une annonce qui concerne la frontière et qui concerne les gens qui franchissent illégalement la frontière. Et cela sera ma plus grosse annonce sur la frontière à ce jour», a répondu Donald Trump aux journalistes.

Donald Trump avait fait de la construction d'un mur à la frontière avec le Mexique l'une des promesses centrales de sa campagne pour la présidentielle de 2016. Le bras de fer avec les démocrates autour du financement de ce mur avait plongé les Etats-Unis dans la plus longue impasse budgétaire, ou «shut-down», de son histoire en décembre 2018 et janvier 2019.

Le président américain a de nouveau accusé jeudi l'opposition, qui contrôle l'une des deux chambres du Congrès, de bloquer toute initiative sur la frontière.

«Les démocrates ne veulent pas nous donner de lois, ils ne veulent pas changer les lois, ils ne veulent pas se réunir, ils ne veulent rien faire. Ils veulent avoir des frontières ouvertes, ils veulent avoir de la criminalité, ils veulent que les drogues déferlent sur notre pays», a-t-il lancé.

R. M.

G.N.

Incendie dans un centre d'accueil 29 migrants blessés en Bosnie

Vingt-neuf migrants ont été blessés dans un incendie qui s'est déclaré pour des raisons encore indéterminées samedi dans un centre d'accueil dans le nord-ouest de la Bosnie, a déclaré un porte-parole du ministère de l'Intérieur.

«L'incendie dans le centre d'accueil de migrants, dans les locaux de la compagnie Miral, à Velika Kladusa, nous a été signalé à 6h35 (04h35 GMT). Nous savons à ce moment qu'il y a 29 blessés, mais on ignore la gravité des blessures», a déclaré Ale Sijljudic, porte-parole du ministère de l'Intérieur du canton de Bihac (nord-ouest).

Les blessés souffrent de brûlures, d'écorchures, mais aussi de blessures contractées après que certains des migrants ont

sauté par les fenêtres de l'établissement pour fuir les flammes, a précisé le porte-parole.

Environ 500 migrants se trouvaient dans ce centre d'accueil ces derniers jours, a-t-il ajouté.

L'origine de l'incendie n'a pas encore été établie, toutefois le temps inhabituellement froid et pluvieux pour cette période de l'année a probablement forcé les migrants à trouver des manières de se réchauffer.

«Il y a beaucoup de matières qui brûlent facilement, des sacs de couchage, des couvertures, des vêtements, des matelas», a indiqué Ale Sijljudic.

Il s'agit du deuxième incendie qui se déclare ces dernières semaines dans des

lieux abritant des migrants. Trois migrants, qui s'étaient réfugiés dans un bâtiment abandonné, ont péri il y a trois semaines dans un incendie provoqué par une bougie qu'ils utilisaient, avait indiqué Indira Kulenovic, une responsable de la Fédération internationale de la croix et du croissant rouge basée en Bosnie.

En Serbie, deux migrants, qui s'étaient dissimulés dans un camion-citerne, sont décédés la semaine dernière après leur hospitalisation à Novi Sad (nord de la Serbie). La Bosnie avait été épargnée lors de la grande vague migratoire de 2015-2016, mais s'est retrouvée sur une nouvelle «route des Balkans» au début de 2018.

3^e anniversaire du décès du président sahraoui Mohamed Abdelaziz

Une vie consacrée à la défense et à l'indépendance de son peuple

■ Le peuple sahraoui a commémoré le 3^e anniversaire de la mort du président Mohamed Abdelaziz (1948-2016), chef historique du Front Polisario, avec des événements politico-culturels pour se souvenir de l'héritage de ce dirigeant charismatique qui a consacré sa vie à la défense de son peuple et à l'indépendance de son pays.

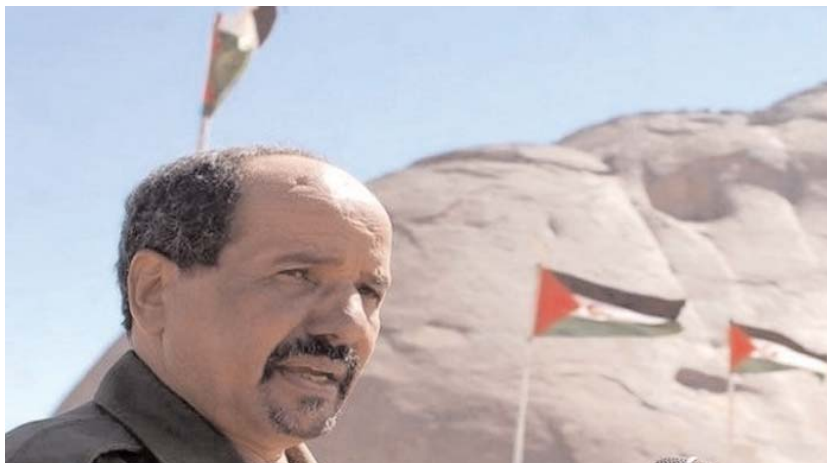
Par Ilham N.

L'acte central des activités, convoqué par le Secrétariat politique du Front Polisario, était présidé par le Premier ministre sahraoui, Mohamed Aikek, accompagné de membres du gouvernement, du Secrétariat national du Front, de représentants des différentes institutions sahraouies et de citoyens des différents camps de réfugiés, pour rendre hommage à cette personnalité distinguée par sa carrière politique et son combat pour l'indépendance du Sahara occidental, occupé par le Maroc, et le droit inaliénable des Sahraouis à l'autodétermination.

Après l'intonation de l'hymne national sahraoui et la minute de silence en l'honneur des martyrs, le gouverneur de la wilaya, Chahid El-Hafedh, Hamma Salama Kori, a exposé lors de son intervention la trajectoire de l'homme qui a dirigé le Sahara occidental pendant quatre décennies. «La commémoration du troisième anniversaire de la mort du président Mohamed Abdelaziz a pour but de rappeler les martyrs et de rappeler les différentes facettes d'un dirigeant qui a consacré sa vie à la défense de son peuple», a déclaré M. Kori.

Pour le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs sahraouis (UGT-SARIO), Salama Bachir, «la commémoration de ce troisième anniversaire nous place devant l'histoire d'un homme présent sur tous les fronts de la lutte».

Au cours de la cérémonie, des représentants politiques et des cadres militaires sahraouis, qui ont partagé des batailles contre les colonisateurs avec le dirigeant sahraoui, ont apporté également leur témoignage. Un documentaire et une exposition de photographies ont également



été projetés, retraçant la trajectoire politico-militaire de Mohamed Abdelaziz et de son empreinte dans la construction et la consolidation de l'Etat sahraoui.

Le défunt président Abdelaziz, qui était également secrétaire général du Front Polisario et membre fondateur de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), s'était éteint le 31 mai 2016, à l'âge de 68 ans, des suites d'une longue maladie.

A la suite de la mort d'El-Ouali Moustapha Sayed (un des principaux fondateurs et dirigeants du Front Polisario), Mohamed Abdelaziz a été élu secrétaire général du Front Polisario et président du Conseil de commandement de la révolution en août 1976.

Elu pour la première fois en octobre 1982 président de la RASD, feu le martyr Abdelaziz a été reconduit dans ses fonctions en 1985, 1989, 1991, 1999, 2003, 2007 et 2015. Son long et riche parcours de combattant pour l'indépendance et la défense des causes justes, a été marqué par

l'adhésion, en 1984, de la RASD à l'Organisation de l'unité africaine (OUA), actuellement Union africaine (UA), mais aussi par un cessez-le-feu en 1991 et l'ouverture de négociations pour le règlement du conflit au Sahara occidental, dernière colonie en Afrique. Ainsi, les Sahraouis où qu'ils soient, dans les camps de réfugiés, dans les territoires libérés ou occupés, garderont le souvenir d'un grand homme qui a consacré sa vie à la défense de leur dignité et au recouvrement de leurs droits, notamment celui de vivre dans un Etat libre et souverain.

Le président Ghali en visite au Salvador pour l'investiture du nouveau président élu

Le président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), Brahim Gali, a pris part hier à la cérémonie officielle de l'investiture du nouveau président du Salvador Nayib Bukele, rapporte vendredi l'agence sahraouie SPS.

Le président sahraoui a été

accueilli jeudi à son arrivée à l'aéroport international Monsenor-Oscar-Arnulfo Romero par le ministre du Salvador des Affaires étrangères, Carlos Castaneda, et a reçu les honneurs protocolaires et les manifestations culturelles correspondantes, selon des sources médiatiques.

Selon la déclaration de la Présidence du Salvador, «la cérémonie d'inauguration du président Nayib Bukele aura lieu le samedi 1^{er} juin à 9 heures sur la Plaza Gerardo-Barrios à San Salvador, où seront présents les plus hautes autorités nationales, divers comités internationaux, des invités spéciaux et la population en général».

L'ancien maire de San Salvador, Nayib Bukele, a pris la tête début février des élections présidentielles du Salvador.

L'élection présidentielle s'est déroulée à travers plus de 9 000 centres de vote sur l'ensemble du Salvador, plus petit d'Amérique centrale.

Trois principaux candidats se sont affrontés pour la présidence: M. Bukele de la Grande

alliance pour l'unité nationale, l'ancien ministre des Affaires étrangères Hugo Martinez du Front Farabundo Marti de libération nationale au pouvoir et Carlos Calleja, candidat de l'Alliance républicaine nationaliste.

Droits de l'Homme : une Ligue sahraouie exige l'intervention d'organisations internationales pour faire pression sur l'Etat marocain

La Ligue pour la protection des prisonniers sahraouis dans les prisons marocaines (LPPS) a condamné jeudi l'arrestation arbitraire de son président, membre du groupe Gdeim Izik, Abderrahmane Zayou, exigeant l'intervention urgente d'organisations internationales pour faire pression sur l'Etat marocain afin qu'il renonce aux mesures d'expulsion et de déplacement illégaux.

Le LPPS a, dans un communiqué publié pour l'occasion, expliqué que «les autorités d'occupation marocaines ont arbitrairement expulsé le président de la Ligue pour la protection des prisonniers sahraouis dans les prisons marocaines (LPPS) le 29 mai 2019, le responsable du parti politique sahraoui et membre du groupe Gdeim Izik, Abderrahmane Zayou, travail à la Délégation du logement à El Ayoun occupée vers la ville de Kalaat Sraghna au centre du Maroc».

«Cette mesure arbitraire intervient quelques jours après que les autorités d'occupation marocaines aient interdit l'organisation de la (Plate-forme du ramadhan) par la Ligue pour la protection des prisonniers sahraouis au siège de l'ASVDH. La même mesure intervient également après l'expulsion arbitraire du vice-président de la même organisation, Hasanna Douihi, vers la ville de Boujdour occupée», a souligné la Ligue, soutenant que «ces faits révèlent l'intention de vengeance des autorités d'occupation marocaines vis-à-vis des activistes sahraouis qui défendent le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui».

A la Ligue pour la protection des prisonniers sahraouis dans les prisons marocaines, «nous dénonçons la politique systématique d'expulsion et de déplacement arbitraires menée par l'occupation marocaine à l'encontre de militants sahraouis, et nous exprimons notre solidarité inconditionnelle avec les victimes de cette politique qu'Abderrahmane Zayou fut la dernière d'elles».

R. M.

I. N./APS

Programmes pour la jeunesse

La Libye et l'Unicef signent un accord de soutien

Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) et l'Autorité générale libyenne des sports et de la jeunesse ont signé un accord de soutien de deux ans aux programmes pour la jeunesse du pays, a déclaré l'Unicef dans un communiqué.

«D'ici à 2019-2020, des adolescents ainsi que des jeunes filles et garçons ambitieux recevront une formation au leadership transformationnel et à la pensée innovante, au sein d'organisations sociales dans 24 municipalités», a précisé le communiqué, relayé vendredi par les médias locaux.

L'Unicef et le ministère libyen de l'Education ont signé mardi un accord prévoyant des services éducatifs pour les enfants touchés par le conflit à travers le pays. Au cours des années de conflit armé et d'instabilité politique, les autorités

libyennes se sont efforcées de répondre aux besoins des jeunes, principalement en leur offrant des opportunités d'emploi et une éducation adéquate.

La Libye qui peine à sortir de cette crise politique depuis la chute de Mouammar Kaddafi en 2011, est aujourd'hui le théâtre d'une lutte violente. Si un Gouvernement d'union nationale (GNA), reconnu par la communauté internationale, a été proclamé et installé en 2015 à Tripoli, l'Est est depuis des années aux mains d'une force paramilitaire conduite par le général à la retraite Haftar.

En effet, depuis le 4 avril, une vaste offensive visant à conquérir la capitale a été lancée par Haftar, qui se retrouve aujourd'hui aux portes de Tripoli au terme de combats sanglants. Au moins, 562 personnes ont été tuées et 2 855 autres blessées lors des combats

qui ont lieu dans la capitale et ses environs, a annoncé l'Organisation mondiale de la santé (OMS) dans son dernier bilan mardi.

Cette offensive intervient, alors que le Secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres effectuait une visite dans le pays et à quelques jours de la tenue d'une Conférence nationale à Ghadamès en Libye sous l'égide de l'ONU (14-16 avril), pour dresser une «feuille de route» visant à sortir le pays du conflit auquel il fait face depuis 2011.

Le président du Conseil présidentiel du GNA, Fayeze al Sarraj, soutenu par l'ONU, a accusé Haftar d'œuvrer à «saper le processus politique pour plonger le pays dans un cycle de violence et de guerre destructrice». Une situation qui a poussé la communauté internationale à multiplier les appels au calme.



Chine

Washington veut que Pékin cesse d'«éroder» la souveraineté de ses voisins

■ Les États-Unis ont appelé hier la Chine à cesser d'«éroder la souveraineté» de ses voisins et prévenu qu'ils investiraient massivement dans les cinq prochaines années pour maintenir leur suprématie militaire dans la région.

Rosa C.

«**L**a Chine peut et doit avoir des relations de coopération avec le reste de la région», a déclaré le chef du Pentagone Patrick Shanahan à Singapour. «Mais les comportements qui érodent la souveraineté d'autres nations et qui sèment la méfiance à l'égard des intentions chinoises doivent cesser», a ajouté le ministre américain de la Défense par intérim, lors d'un discours devant le forum de sécurité Shangri La Dialogue, où la lutte d'influence entre les États-Unis et la Chine en Asie a dominé les débats. «Nous n'ignorons pas le comportement chinois», a-t-il ajouté. Les États-Unis reprochent notamment à Pékin d'avoir militarisé plusieurs îlots de la mer de Chine méridionale revendiqués par Taïwan, le sultanat de Brunei, la Malaisie, les Philippines et le Vietnam. Ils mènent régulièrement des opérations dites de «liberté de navigation» dans le Pacifique, en survolant l'espace aérien international ou en faisant naviguer des navires de guerre près des archipels disputés ou dans le détroit de Taïwan, que Pékin considère comme partie intégrante de ses eaux territoriales. «Quand un pays fait une promesse et ne la respecte pas, il faut se

méfier. Quand le même pays ne fait aucune promesse, il faut vraiment se méfier», a ajouté M. Shanahan en référence à la promesse que le président chinois Xi Jinping avait faite en 2015 à l'ex-président américain Barack Obama de ne pas militariser les archipels désormais sous le contrôle de Pékin. «Les États-Unis ne recherchent pas les conflits, mais nous savons qu'avoir les capacités de gagner une guerre est le meilleur moyen de les éviter», a-t-il poursuivi, mentionnant, parmi les autres risques pour la sécurité de la région, la Corée du Nord qui «reste une menace extraordinaire et requiert une vigilance permanente». «Aucune nation ne peut - ni ne doit - dominer la région Indo-Pacifique», a-t-il souligné. «Nous voulons nous assurer qu'aucun adversaire puisse croire qu'il peut atteindre des objectifs politiques par la force des armes». La ministre française des Armées, Florence Parly, lui a fait écho un peu plus tard, rappelant que la France a des territoires dans le Pacifique. «Nous protégerons nos intérêts citoyens, nos citoyens, nos territoires et nos zones économiques maritimes dans la région», a-t-elle souligné. «Certaines menaces sont directes, d'autres sont insidieuses, nous les confronterons de toutes façons», a-t-elle ajouté en allusion à la

militarisation de la mer de Chine méridionale. «Nous considérons que le fait accompli viole clairement la Convention des Nations unies sur le droit de la mer». M. Shanahan a rappelé que le projet de budget du Pentagone prévoit des dépenses de recherche et développement de 104 milliards de dollars. Le Pentagone «investit beaucoup au cours des cinq prochaines années dans des programmes cruciaux pour une région indo-pacifique stable et sûre», a-t-il dit, mentionnant notamment la défense anti-missile, un domaine dans lequel Pékin a massivement investi ces dernières années. M. Shanahan, qui a eu un entretien vendredi avec le ministre chinois de la Défense, le général Wei Fenghe, en marge du forum, a néanmoins souligné qu'il existe des secteurs de coopération possibles entre les deux pays, notamment dans le contrôle du respect des sanctions de l'ONU imposées à la Corée du Nord pour tenter de la faire renoncer à son programme nucléaire. Parmi les mesures qui pourraient permettre de rétablir un certain degré de confiance entre Pékin



PH. > D. R.

et Washington, il a mentionné les transferts de chargements de pétrole de bateau à bateau dans les eaux internationales. «La confiance, c'est travailler côte à côte, pas participer à des conférences ou prononcer des discours», a-t-il dit. Un représentant du Parti communiste chinois présent à Singapour, Shao Yuanming, a salué les efforts de M. Shanahan pour stabiliser les liens militaires entre les deux

pays mais il a rejeté ses «remarques erronées» sur la mer de Chine méridionale et le détroit de Taïwan. «Je dois souligner que Taïwan a toujours été une part inséparable de la Chine», a-t-il déclaré au cours d'un point de presse. «La Chine doit être réunifiée», a-t-il ajouté. «Si quelqu'un veut séparer Taïwan de la Chine, l'armée chinoise défendra résolument notre mère patrie, quel qu'en soit le prix». R. C.

États-Unis

Un tireur fait 12 morts dans une station balnéaire

Un employé municipal d'une station balnéaire de la côte est américaine a ouvert le feu vendredi dans un bâtiment public de la ville, faisant 12 morts avant d'être lui-même abattu par la police. Cette énième tragédie, dans un pays marqué par la violence des armes à feu, s'est produite à Virginia Beach, ville de 450.000 habitants à environ 300 kilomètres au sud de Washington. «Nous avons maintenu 12» victimes décédées, a déclaré à la presse le chef de la police de Virginia Beach, James Cervera. Un premier bilan de 11 morts s'est alourdi avec le décès d'un blessé durant son transport à l'hôpital. Quatre autres personnes blessées sont soignées dans les hôpitaux de la région et d'autres auraient pu s'y rendre par leurs propres moyens, a-t-il précisé. L'enquête est en cours et les autorités n'ont encore donné aucune indication sur le nom ou les motivations du tireur, indiquant simplement qu'il était un employé de longue date des services publics de la ville. Il était peu après 16h00 vendredi (20h00 GMT) quand le suspect, «un employé de longue date», est entré dans un bâtiment municipal et a commencé «immédiatement à tirer à l'aveugle sur toutes les victimes», a raconté M. Cervera. Une victime a été tuée à l'extérieur près de son véhicule. Les autres ont été retrouvées dans les trois étages du bâtiment. Repérant l'étage où se trouvait le tireur par le bruit des balles, des policiers sont intervenus. «C'était un long échange de coups de feu entre ces quatre policiers et le suspect». Selon M. Cervera, le tireur était armé d'un

pistolet de calibre .45 équipé d'un silencieux et l'a rechargé à plusieurs reprises. L'arme et de nombreux chargeurs vidés ont été retrouvés sur place. Touché, le tireur que les policiers ont tenté en vain de réanimer a succombé à ses blessures. M. Cervera a précisé qu'un policier avait été «sauvé» par son gilet pare-balles. Selon M. Cervera, les policiers «ont empêché cet individu de commettre un carnage encore pire dans ce bâtiment» susceptible d'accueillir jusqu'à 400 personnes. Les lieux de la fusillade s'apparentent à une «zone de guerre». Le président Donald Trump a été informé de la tragédie, a fait savoir la Maison Blanche. Megan Banton, une employée municipale âgée de 30 ans, était dans le bâtiment quand le tireur a ouvert le feu. «Cela m'a semblé une éternité», a-t-elle témoigné au journal local The Virginian-Pilot. Arthur Felton est parvenu à évacuer l'immeuble après le début de la fusillade. «Je n'aurais jamais pensé que ça arrive dans mon bâtiment», a confié cet employé de la ville, cité également par le quotidien. «Les gens qui ont été touchés... je suis sûr que je connais la plupart d'entre eux». «C'est un jour atroce», a déclaré le gouverneur de l'État de Virginie, Ralph Northam, qui est arrivé sur place. Bobby Dyer, le maire de cette station balnéaire qui abrite également une importante base de la marine militaire américaine, a parlé devant les journalistes «du jour le plus catastrophique de l'histoire de Virginia Beach». «Nous prions pour notre ville, pour les vies perdues, pour leurs familles et tous ceux affectés», a tweeté le chanteur Pharrell

Williams, originaire de Virginia Beach. Les États-Unis sont régulièrement endeuillés par des fusillades de ce type. Le droit de détenir une arme est garanti dans le pays par le deuxième amendement à la Constitution. Il y a eu 150 fusillades ayant fait plus de quatre victimes - blessées ou décédées - depuis le début de l'année 2019, selon Gun Violence Archive, une ONG spécialisée. La question des violences armées prend une dimension particulière en Virginie, car c'est dans cet État que siège la National Rifle Association (NRA), le premier lobby des armes aux États-Unis. Cet État traditionnellement conservateur, mais qui se colore démocrate à mesure qu'il s'urbanise et se diversifie, a été le théâtre en 2007 d'une fusillade particulièrement meurtrière: un étudiant instable mentalement avait abattu 32 personnes sur le campus de l'université Virginia Tech. Chaque fusillade meurtrière relance un débat sur la régulation des armes à feu, mais celui-ci tourne fréquemment à vide. «C'est inacceptable que l'Amérique reste l'unique pays développé où ceci est habituel. Nous devons agir», a estimé, sur Twitter, le candidat à l'investiture démocrate pour la présidentielle 2020 Pete Buttigieg. «Nos cœurs vont vers tous ceux touchés par cet acte de violence armée insensée», a écrit l'association «Moms demand action», qui milite pour des lois plus strictes encadrant les armes. Malgré la répétition de ces fusillades et de nombreux appels au changement, la législation fédérale n'a pratiquement pas évolué ces dernières années.



Impuissance

Collaboration

Par Fouzia Mahmoudi

Boris Johnson, emblématique maire de Londres de 2008 à 2016 puis ministre des Affaires étrangères, avait été l'un des premiers hommes politiques européens à féliciter le candidat Donald Trump après sa victoire à la présidentielle américaine. Il avait salué sa victoire et exprimé ses souhaits d'une collaboration harmonieuse entre les États-Unis et la Grande-Bretagne. Aujourd'hui, c'est au tour de Trump de soutenir l'ex-ministre britannique en faisant part, quelques jours avant une visite au Royaume-Uni, de sa préférence pour Boris Johnson dans la course à la succession de la Première ministre britannique Theresa May. S'exprimant dans un entretien au tabloïd britannique «The Sun» paru hier, Donald Trump dit penser que «Boris ferait du très bon travail». «Je pense qu'il serait excellent», a-t-il ajouté à propos de l'ex-chef de la diplomatie britannique, fervent partisan du Brexit et en désaccord avec Theresa May sur cette question du divorce entre le Royaume-Uni et l'Union européenne. Donald Trump a déjà affiché par le passé son soutien à Boris Johnson. Lors de sa dernière visite au Royaume-Uni en juillet dernier, il avait choqué la classe politique en accusant May de se montrer trop faible avec l'UE et en présentant Johnson comme un «grand» premier ministre potentiel. Le chef de la Maison-Blanche a déclaré au «Sun» que plusieurs députés du Parti conservateur ont cherché à obtenir son appui. Il a précisé que le ministre de l'Environnement, Michael Grove, qui a critiqué la position de Trump à l'égard de l'Iran, n'en faisait pas partie. Trump a aussi salué l'actuel secrétaire au Foreign Office, Jeremy Hunt, pour avoir promis de revoir à la hausse les dépenses du Royaume-Uni en matière de défense, ce que le président américain cherche à obtenir des alliés de Washington à l'Otan. Reste à voir si Boris Johnson célèbre, tout comme Trump, pour ses déclarations provocantes réussira réellement à se faire nommer Premier ministre ou si la personnalité trop cliquante de l'ex-maire de Londres se mettra en travers du chemin d'un tel destin. Toutefois, si Johnson devenait Premier ministre, l'axe Washington-Londres, qui a connu son apogée sous les mandats de George W. Bush et de Tony Blair, pourrait renaître de ses cendres et retrouver avec un Brexit prochain une nouvelle vigueur. F. M.

Cinéma

Cinq films algériens au Festival maghrébin d'Oujda

■ Cinq films algériens sont au programme des compétitions du court et du long métrage de fiction du 8^e Festival maghrébin du film d'Oujda, prévu dans cette ville marocaine du 11 au 15 juin prochain, a-t-on appris auprès des organisateurs.

Par Adéla S.

Dans la catégorie long métrage, le film «Reconnaissance», du réalisateur Salim Hamdi, participe à son premier festival et sera en compétition avec «La voix des anges» de Kamel Laïche.

Ces deux productions algériennes seront en compétition aux côtés de «Fatwa» du Tunisien Mahmoud Ben Mahmoud, «Portofarina» de son compatriote Ibrahim Letaïef, «Cri de l'âme» de Abdelillah El Djouhari ou encore «Urgence ordinaire» du Marocain Mohssen Basri.

«Synopsis» de Noureddine Zerrouki, «Ainsi soit-il» de Youcef Mahsasse, et «Point zéro» de Nassim Boumaïza représenteront l'Algérie dans la compétition du court métrage.

Douze films sont en compétition dans cette dernière catégorie, parmi lesquels «Un philosophe» du Marocain Abdelatif Fdil et «Ghost rêveries» de la Tunisienne Safa Ghali.

Le jury de la compétition court métrage sera présidé par le critique de cinéma algérien Ahmed Bedjaoui qui animera également un atelier sur l'histoire du cinéma algérien.

Le festival prévoit également

de rendre une série d'images à des figures du cinéma maghrébin dont le réalisateur Rachid Bouchareb, l'actrice tunisienne Fatma Ben Sidane et le réalisateur marocain Saad El Cheraïbi.

Créé en 2010, le Festival maghrébin du film d'Oujda, qui n'a pas encore dévoilé sa sélection, a pour objectif de promouvoir la production cinématographique de la région et de vitaliser le marché du film.

A. S./APS



Clôture de la manifestation «Nuits d'Alger»

Le patrimoine culturel et touristique de l'Est du pays à l'honneur

La manifestation du ramadhan «Nuits d'Alger» a été clôturée jeudi soir, au Palais de la culture Moufdi-Zakaria à Alger, par une 4^e et dernière soirée dédiée au patrimoine culturel et touristique des wilayas de l'Est du pays, en présence de plusieurs ministres et ambassadeurs.

Le début de la soirée a été marqué par l'organisation d'une table traditionnelle d'iftar dont les plats ont reflété la richesse et la diversité de la gastronomie dans l'Est algérien. Un nombre d'expositions des arts traditionnels ont été également organisées dans le cadre de cette

manifestation au profit des artisans des wilayas de l'Est qui ont présenté leurs divers produits, à savoir tapis, habits traditionnels et cuivre.

Les invités ont assisté à une soirée artistique ouverte par la troupe «El Rafaa» de la wilaya de Batna, qui a présenté des chants traditionnels sous les sons de la «Kasba» (flûte) et du «Bendir» (tambour), ainsi que des chansons célèbres du regretté Aïssa Djermouni, interprétées brillamment par le chanteur de la troupe Ahmed Nezzar. L'assistance a apprécié, à cette occasion, le répertoire de chansons reli-

gieuses de l'artiste du Malouf constantinois Mourad Al Ayab. La soirée s'est également distinguée par la belle performance de la troupe féminine «Fkirettes» de la chanteuse annabie Zhou qui a chanté en compagnie d'autres artistes ses nombreuses chansons dans le genre folklorique féminin propre à la ville d'Annaba, ainsi que par la conteuse Sihem Kennouche qui a présenté plusieurs de ses contes populaires.

Organisée par le ministère de la Culture en collaboration avec le ministère du Tourisme dans le cadre de l'animation des soirées

ramadhanesques et du Mois du patrimoine, cette soirée a été rehaussée par la présence de la ministre de la Culture, Meriem Merdaci, le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Hassan Rabhi, le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belabed, le ministre des Relations avec le Parlement, Fethi Khouil, ainsi que des ambassadeurs de Turquie, Ethiopie, Palestine, Cuba et d'un représentant de l'ambassade du Sahara Occidental.

La ministre de la Culture a indiqué que la dernière soirée de la manifestation «Nuits d'Alger», dédiée à l'Est algérien, se voulait «une valorisation du legs culturel de cette région», se félicitant de cette manifestation qui est «une occasion importante pour valoriser et vulgariser le patrimoine culturel et touristique algérien dans toutes les régions».

Les jeudis du programme des Nuits d'Alger ont été consacrés respectivement aux régions du Sud, de l'Ouest, du Centre et de l'Est du pays.

Racim C.

Alger

Clôture du concours «Taj Al Qur'an» dans sa 9^e édition

La 9^e édition du concours «Taj Al Qur'an», organisée par l'Entreprise nationale de la télévision (Chaîne du Saint Coran 5) en collaboration avec le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, a été clôturée dans la soirée de jeudi à vendredi au Palais des expositions (Pins maritimes) à Alger, avec l'annonce des noms de lauréats dans une ambiance

empreinte de piété, d'humilité et de dévotion. Cette cérémonie a été marquée par la présence du ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi, et d'autres ministres du gouvernement ainsi que des représentants des ambassadeurs accrédités en Algérie, en sus du directeur général de l'Entreprise nationale de la télévision (ENTV),

Salim Rebahi, des cadres et membres du jury du Prix. Durant cette dernière soirée de ce concours, six élèves sont entrés en lice (3 garçons et 3 filles). Dans la catégorie des filles, le premier prix de ce concours est revenu à Asmaa Baron de la wilaya de Batna et Abderrahmane Taïbi de Médéa dans la catégorie des garçons.

H. N.

«Get Out»

Frankenstein à l'épreuve du racisme contemporain

Le premier film du réalisateur Jordan Peele détourne les codes du gothique et de la science-fiction pour mieux appuyer sa dénonciation.

Il y eut, en 1967, un film de Stanley Kramer, spécialiste de la fiction hollywoodienne à thèse, qui imaginait la surprise d'un couple de bourgeois blancs (Katharine Hepburn et Spencer Tracy) découvrant que le fiancé de leur fille était noir. Au plus fort de la lutte pour les droits civiques, Devine qui vient dîner ? était une comédie un peu lourde qui professait un antiracisme alors jugé encore un peu trop aseptisé et sage, d'autant plus acceptable que le fiancé avait tout du gendre idéal

(Sidney Poitier). Près de cinquante ans plus tard, la question, et la nature peut-être, du racisme s'est sans doute déplacée, et c'est une des qualités du film de Jordan Peele d'utiliser les conventions du cinéma de terreur pour en livrer une métaphore politique sinon subtile du moins relativement sagace.

Une jeune femme décide d'emmener son petit ami afro-américain dans la somptueuse maison de ses parents afin d'y passer quelques jours. En découvrant les géniteurs de sa fiancée, le héros de «Get Out» se trouve face à un couple de grands bourgeois blancs progressistes, éclairés, avouant avoir soutenu et voté

Obama et accueillant le boyfriend de leur fille avec une bienveillance apparemment indifférente à sa couleur de peau.

Une angoisse sourde.

Les barrières de classes et de races sont certes encore perceptibles lorsque le héros remarque que les domestiques de la maison sont tous noirs et que leurs regards portés sur lui engendrent une vague culpabilité. Insidieusement, pourtant, s'installe une angoisse sourde, un malaise sans véritable cause ni objet visible. La tolérance affirmée apparaît en effet comme une autre manière de consoler, avec une distance suspecte, la «différence» de l'hôte. Rien de plus raciste

que l'antiracisme lorsqu'il s'évertue à gommer l'altérité de l'autre. Tel est l'étrange et évidente proposition énoncée par le film de Jordan Peele.

L'originalité de «Get Out» apparaît néanmoins de façon encore plus flagrante lorsque les conventions des récits fantastiques surgissent. Sans dévoiler au spectateur les surprises que le récit lui réserve, surprises venues tout autant de l'horreur gothique que de la science-fiction, on peut dire que le retour des motifs classiques que sont à la fois le vampirisme et le défi frankensteinien dévoilent un lourd secret.

Jean-François Rauger



Ligue des champions (Finale retour)

L'ES Tunis sacrée pour la deuxième fois consécutive

L'ESPÉRANCE sportive de Tunis a remporté la Ligue des Champions d'Afrique de football en battant vendredi soir à Radès le Wydad de Casablanca (1-0). Par cette victoire, l'Espérance ST a conservé son titre. La rencontre a été arrêtée définitivement à la 63 minutes au terme de 84 longues minutes de palabres par l'arbitre gambien Bakari Gassama suite à des protestations du club marocain sur un but invalidé pour une position d'hors jeu, rapporte l'agence TAP. Les joueurs du Widad, menés 1 à 0 après le but de Youssef Belaïli à la 41^e minute, ont refusé de reprendre le

jeu, exigeant de recourir à l'assistance vidéo à l'arbitrage (VAR) pour vérifier la validité du but, mais apparemment une panne technique n'a pu permettre de donner suite à cette requête, selon la même source. En finale aller, disputée vendredi dernier à Rabat, les deux équipes avaient fait match nul (1-1). La formation tunisienne qui assure ainsi sa qualification pour le Mondial des clubs, décroche sa quatrième couronne africaine après les sacres de 1994 face au Zamalek, 2011 aux dépens de WA Casablanca également et 2018 devant Al Ahly d'Egypte.

Cyclisme /Grand-Prix du Mans

Yacine Chalel grimpe sur le podium

LE CYCLISTE algérien Yacine Chalel a pris la troisième place au Grand-Prix du Mans, disputé jeudi dans le département de la Sarthe (France). La course, disputée sur une distance de 78,75 km, en présence de 38 coureurs, a été remportée par Jocelyn Baguelin, sociétaire du Laval Cyclisme 53, qui s'est imposé en 1h55 devant son coéquipier Mike Granger. Même s'il a réussi à accrocher le podium, l'Algérien de 23 ans, sociétaire du Paris Cycliste Olympique s'est dit «*déçu*» par l'issue de cette course, car ayant le sentiment d'avoir pu mieux faire. «*Je n'ai pas eu les jambes nécessaires pour l'emporter au sprint. J'ai été plombé par une soif trop importante*», a expliqué Chalel qui, à ce moment de la course, n'avait

pas encore rompu le jeûne. Chalel est appelé à disputer une dernière course pendant le mois de ramadhan. Ce sera demain à Soissons, mais l'avantage pour lui est que cette course se déroulera en nocturne. Le Grand-Prix du Mans, organisé par Le Mans Sarthe Vélo, a été disputé sur un circuit de 1,750 km, que les cyclistes ont parcouru 45 fois, pour une distance globale de 78,75 km. La précédente édition a été remportée par Enzo Boisset, qui portait alors les couleurs du Team U Nantes Atlantique, avant de basculer vers le CM Aubervilliers 93 Saint-Michel. Chalel, qui s'était quelque peu ménagé au cours des derniers jours, reste sur une très belle victoire, remportée le 20 mai dans la Semi-Nocture de Ham.

Judo handisport

Lamri, Abdellaoui et Ould kouider intègrent le Top 10 mondial

LES JUDOKAS handisports algériens Sid Ali Lamri, Chérine Abdellaoui et Ishak Ouldkouider, ont intégré le Top 10 du classement mondial du mois de mai, de la Fédération internationale des sports pour visuels (IBSA), publié jeudi sur son site officiel. Le classement mondial de l'IBSA, qui permet de qualifier les athlètes aux prochains Jeux Paralympiques (Tokyo-2020), prend en considération les points cumulés par les judokas lors des différentes compétitions (Grand Prix d'Azerbaïdjan-2019, Championnat du Monde 2018, Coupe du Monde Kazakhstan-2018, Championnat panaméricain-2018 au Canada, Coupes du Monde-2018 en Turquie et 2017 en Ouzbékistan, Championnat européen-2018 en Angleterre et Championnat d'Asie-2017 en Ouzbékistan). Chez les -66 kg, Sid Ali Lamri (B3) occupe la 6^e position du classement mondial avec 550 points, dans une catégorie dominée par l'Ukrainien Davyd Khorava (B2) avec 1040 pts, suivi de l'Azéri Bayram Mustafayev (B3) avec 990 pts et

le Géorgien Giorgi Gamjashvili (B2) avec 820 pts. Lors du dernier Grand-Prix IBSA à Bakou, qualificatif aux Jeux Paralympiques de Tokyo, Lamri, un des doyens du judo handisport algérien, a pris la 9^e place devant les meilleurs de la catégorie. Pour sa part, sa compatriote Chérine Abdellaoui a grimpé de cinq places (7^e) dans la catégorie des -52 kg du classement mondial, grâce surtout à sa médaille d'argent remportée à Bakou. Abdellaoui (B3) a récolté 330 pts, derrière l'Ukrainienne Inna Cherniak (B3/1510 pts), contre laquelle elle avait perdu la finale du tournoi de Bakou. Le podium du classement IBSA est complété par l'Allemande Romana Brüssig (B2) avec 930 pts et l'Ouzbek Sevinch Salaeva (B3) avec 880 pts. De son côté, Ishak Ouldkouider (B2) est passé à la 7^e place avec 532 pts dans la catégorie des -60 kg, grâce notamment à sa 5^e place arrachée lors du Grand-Prix de Bakou disputé en ce mois de mai et où il avait perdu le repêchage pour le bronze devant le Kazakh Olzhas Orazalyuly.

Djamel Belmadi, sélectionneur national «On n'a jamais gagné de CAN avec des discours...»

■ Le coach national a défendu hier, lors de la conférence de presse tenue au Centre des équipes nationales de Sidi Moussa, le choix de faire appel à l'un des buteurs historiques de la sélection, Islam Slimani, pour la CAN 2019, malgré les critiques essuyées pour cette décision en raison de son manque de compétition avec son club turc, Fenerbace.



Belmadi garde la tête froide et reste ambitieux

Par Mahfoud M.

«**J** ai énormément confiance en lui, je sens une cabale contre lui. Personne n'est prophète en son pays et je crois qu'Islam subit cet adage. Les gens oublient vite ce qu'il a fait il n'y a pas longtemps. Il va arriver encore plus motivé alors que c'est déjà un guerrier. Ça peut être très intéressant», a souligné Belmadi qui a ajouté que ce dernier a une expérience précieuse et que même si certains pensent qu'il n'a pas trop joué, il totalise quand même 25 matchs, dont 22 titulaires et 5 buts. Pour ce qui est de l'attaquant du club allemand de Hoffenheim, Ishak Belfodil, le coach des Verts avouera qu'il est parti le voir et qu'il lui a dit qu'il n'avait jamais été aussi motivé mais qu'il s'était blessé, ce qui a conduit à sa mise à l'écart. Pour ceux qui se demandaient pourquoi le sélectionneur avait fait l'impasse sur le buteur de la Ligue 1, le Paciste Zakaria Naïdji, il rétorquera que ce dernier n'avait aucune réponse internationale que ce soit en EN ou en club et c'est pour cela qu'il lui a préféré Slimani. Pour ce qui est de Ghoulam, dont on dit aussi qu'il a refusé la sélection, le coach de l'EN a avoué qu'il s'est déplacé aussi à Naples et il lui a fait parvenir le message pour dire qu'il n'était pas près. Il n'est pas pour autant black-listé par Belmadi qui respecte son choix. La non-convocation d'Andy Delort, l'attaquant de Montpellier qui avait changé sa nationalité sportive pour jouer

avec les Verts et disputer la CAN, reste logique selon Belmadi qui avoue qu'il s'est déclaré un peu tard, même s'il retient sa grande envie d'évoluer en sélection.

Concernant le cas de Adlène Guediouara, même s'il affirme que ce n'est pas un choix par défaut, il explique quand même qu'il n'aurait pas figuré dans la liste si Chita ou Lekhal, tous deux blessés, avaient été aptes pour le service. Pour la convocation de Zeffane qui a fait du bruit également avec le faible rendement de ce dernier avec son club, le FC Rennes, il dira qu'il a quand même joué l'Europa League et qu'il avait besoin de ce profil. Pour ce qui est du cas du gardien Raïs Ouhab M'bolhi qui revient aussi de blessure, Belmadi avouera qu'un grand travail avait été effectué avec lui pour le remettre sur pied.

«L'ambition c'est gratuit, personne ne peut vous l'interdire»

«M'bolhi est à Sidi Moussa depuis le 20 mai avec Aziz Bouras. Avant on l'a pris en charge une semaine à Paris et une dizaine de jours dans le sud de la France avec le préparateur physique de la sélection», a-t-il relevé. Abordant un autre volet, à savoir les objectifs qu'il se fixe pour ce tournoi africain, Belmadi avouera qu'il a toujours l'ambition d'essayer de gagner cette CAN, insistant sur le fait qu'il n'avait jamais changé de discours. «L'ambition c'est gratuit, personne ne peut vous l'interdire et moi je ne me l'interdis pas. Le discours que j'entendais jusque-

là avant chaque CAN qu'on allait faire de notre mieux. On n'a jamais gagné de CAN avec ce type de discours. On a l'ambition de gagner la Coupe d'Afrique», a souligné le driver des Verts qui ne garantit rien quand même, avouant qu'il aurait été facile pour lui de dire qu'il est en transition et cela lui aurait fait gagner des mois de contrat supplémentaires, mais qu'il restait une personne ambitieuse. Il indiquera qu'il préfère avoir 23 joueurs avec le même état d'esprit et qui dégageraient de l'ambition.

Expliquant le choix du Qatar pour le stage d'avant le tournoi africain, le coach des Verts trouve logique d'opter pour ce pays du golf arabe où le climat se rapproche de celui de l'Egypte qui abrite la compétition. «Tenir le stage au Qatar, ou un autre pays de la région, c'est pour les conditions climatiques. On est à 40° la journée en Egypte. Si on restait à Sidi Moussa le soir on doit mettre des pulls et des collants», a-t-il ironiquement lancé. Une deuxième raison explique aussi ce choix, à savoir que la sélection nationale devra pouvoir réunir ses adversaires pour les matchs amicaux au même endroit. «Nous avons fait venir le Burundi et le Mali avec l'aide de la Fédération du Qatar et cela est une bonne chance pour nous», ajoutera Belmadi. Ce dernier expliquera aussi que l'EN travaillera dans d'excellentes conditions, étant donné qu'elle bénéficiera d'un camp de base tout neuf, spécial pour le Mondial 2022 du Qatar.

M. M.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Création de micro-entreprises

La Cnac d'Oran sensibilise les détenus

UN PROGRAMME de sensibilisation et d'orientation des détenus des établissements pénitentiaires de la wilaya d'Oran a été établi dernièrement par l'antenne de wilaya de la Caisse nationale d'assurance chômage (Cnac) afin d'informer les pensionnaires de ces centres des services proposés en matière de création de micro-entreprises, a-t-on appris du directeur de cette antenne.

Des visites, menées par des cadres de la Cnac, ont ciblé les établissements pénitentiaires de Medina Jdida (Oran), Gdyl, Arzew et Misserghine. Ces actions s'inscrivent dans le cadre d'une convention signée entre le ministère de l'Emploi, du Travail et de la Sécurité sociale et celui de la Justice en 2018, a rappelé Nouredine Sahraoui, précisant que cette convention vise à «soutenir l'insertion professionnelle des détenus après l'expiration de leur peine». Environ 15 détenus de chaque

établissement pénitentiaire ont bénéficié de ce programme et accordé une attention particulière aux divers dispositifs de soutien, notamment la possibilité de créer des entreprises.

Dans ce sens, une commission a été créée au niveau local. Elle est présidée par le directeur de l'emploi et comprend des représentants des différents dispositifs de l'emploi (Ansej, Cnac et Angem) pour expliquer aux intéressés les différentes opportunités d'emploi et les cadres de création de micro-entreprises après avoir purgé leurs peines.

Ce programme de sensibilisation est destiné aux détenus dont la durée restante de leur peine n'excède pas les six mois. L'objectif est de les aider et de leur faciliter leur insertion socio-professionnelle, notamment pour les personnes ayant appris un métier au sein des établissements pénitentiaires.

Mahi Y.

Cimetière d'El Alia

Une foule nombreuse accompagne le D' Fekhar à sa dernière demeure



LE MILITANT pacifique des droits de l'homme, Kamel Eddine Fekhar, a été enterré hier en présence d'une grande foule au carré des Ibadites au cimetière d'El Alia à Alger.

C'est en présence de plusieurs centaines de personnes scandant «Pouvoir assassin», militants, personnalités politiques, proches et nombre de citoyens anonymes que le D' Fekhar, a été inhumé hier après-midi. Ali Laskri, cadre dirigeant du FFS, Mohcine Belabbas, président du RCD, ainsi que des figures du mouvement populaire, à l'instar de Mostefa

Bouchachi et Karim Tabbou ont assisté aux obsèques.

Décédé suite à la grève de la faim entamée depuis son incarcération à la prison de Ghardaïa, le D' Fekhar est mort en prison le 29 mai à l'hôpital Frantz-Fanon à Blida, suite à la détérioration de son état de santé.

Présent à l'enterrement, l'avocat du D' Fekhar Salah Debbouze a repris ses accusations envers les responsables de la justice ainsi que le wali de Ghardaïa d'être derrière la mort du D' Fekhar militant des droits de l'homme.

L. M.

L'union européenne serre l'étau autour des migrants



LOUMIS

Djalou@hotmail.com

Trois narcotrafiquants arrêtés

Saisie de plus de 3 quintaux de kif traité à Blida

■ Trois narcotrafiquants ont été arrêtés, vendredi à Blida, par un détachement de l'Armée nationale populaire qui a également saisi plus de 3 quintaux de kif traité, indique samedi dans un communiqué, le ministère de la Défense nationale.

Par Dalil Y.

Dans le même contexte, des détachements de l'ANP, et lors de différentes opérations, ont saisi 7 526 litres de carburant et deux véhicules à Souk-Ahras, Tébessa et El-Tarf alors que 6 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été interceptés à El-Tarf et In Salah.

D'autre part, des éléments de la Gendarmerie nationale à Batna, Oum El Bouaghi, Tébessa et Biskra ont appréhendé 4 individus et saisi 3 fusils de chasse, 1 474 cartouches, 01 drone, ainsi que 2 véhicules touristiques, est-il ajouté.



Par ailleurs, un détachement de l'ANP a porté secours à cinq citoyens coincés dans leur véhicule à la suite des dernières

inondations survenues dans la région de Djanet, conclut le MDN.

D. Y./APS

Saison estivale

Mise en place du dispositif de surveillance des plages

Un dispositif opérationnel destiné à la surveillance des plages autorisées à la baignade, durant la saison estivale 2019, a été mis en place par la Direction générale de la Protection civile afin d'assurer la sécurité des estivants, indique samedi un communiqué de cette institution. S'étalant du 1^{er} juin au 30 septembre de 9h 00 à 19 h00, ce dispositif prévoit la mobilisation de 24 000 agents professionnels et saisonniers, contre 18 000 en 2018, soit 6 000 agents supplémentaires, précise la même source, notant que sur les 601 plages que compte le littoral algérien, 182 sont interdites à la baignade, essentiellement en raison de la pollution et autres risques particuliers. En outre, ce dispositif est «pourvu en moyens matériels supplémentaires, dont

des embarcations pneumatiques ainsi que des matériels collectifs et individuels d'intervention», est-il ajouté. La Direction générale de la Protection civile souligne que «l'analyse des statistiques des cinq dernières années révèle que la principale cause des noyades demeure la baignade dans des plages interdites ou en dehors des heures de surveillance, soit en l'absence de ses éléments», rappelant qu'en 2018, un total d'interventions de 76 118 a été effectué au niveau des plages ayant permis de sauver plus de 50 548 personnes d'une mort certaine. En revanche, il a été déploré le décès de 88 personnes dont 50 au niveau des plages interdites à la baignade. Aussi et afin d'éviter ces bilans macabres, une campagne nationale de

prévention et de sensibilisation sur les dangers de la mer et la baignade a été lancée, depuis le 20 mai dernier, indique la Protection civile, relevant que «la conscience citoyenne reste la mieux indiquée» dans ce sens. Par conséquent, la DGPC recommande aux citoyens le respect des recommandations de sécurité que sont l'interdiction de fréquentation des plages non autorisées à la baignade, le respect des horaires de surveillance, de ne pas s'éloigner de la zone de baignade autorisée et la surveillance attentive des enfants.

De même que d'éviter de se baigner après une longue exposition au soleil et/ou juste après les repas et enfin, le respect des fanions de signalisation de l'état de la mer.

Anis G.